Le Nouvel Égoïsme territorial

Laurent Davezies

Le Nouvel Égoïsme territorial

Le grand malaise des nations

LA REPUBLIQUE DES IDEES | Seuil

Collection dirigée
par Pierre Rosanvallon
et Ivan Jablonka

ISBN : 978-2-02-123019-2

© Éditions du Seuil et La République des Idées, mars 2015

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

INTRODUCTION

La mondialisation égoïste

On assiste aujourd'hui à une fragmentation des nations, dans les pays industriels comme dans les pays en développement, avec une montée du régionalisme et des demandes d'autonomie, voire d'indépendance. Les causes identitaires – anciennes – se combinent avec le fait – nouveau – que les régions riches ne veulent plus payer pour leurs voisines pauvres. Plus largement, c'est l'exigence de cohésion territoriale qui est remise en cause.

Dans l'économie mondiale, les petites nations semblent tirer leur épingle du jeu. Pourtant, leur multiplication pose plus de problèmes qu'elle n'en résout. L'exemple qu'offrent aujourd'hui l'Écosse, la Catalogne et d'autres régions, ainsi que la complaisance pour cette forme renouvelée de nationalisme, peut avoir, par effet de contagion ici et là, des effets désastreux.

Après le nationalisme européen du XIX^e^ siècle, après le nationalisme décolonisateur du XX^e^ siècle, le nationalisme « régional » s'affirme aujourd'hui comme un mouvement d'idées et un but pour le XXI^e^ siècle. Dans ce petit jeu égoïste, chacun risque d'être perdant, sauf peut-être les micro-États les plus nantis. Comment conjurer le poison de la méfiance et de la fragmentation ?

La carte publiée par Samuel Huntington, dans son très controversé *Choc des civilisations*[1], montrait que le monde, en 1914, était soumis aux gouvernements d'une poignée de nations occidentales. On comptait 53 pays indépendants, alors qu'il y en avait une multitude – plus de 300 pour la seule Europe – au XVIII^e^ siècle. Le XIX^e^ siècle, souvent considéré comme le « siècle des nationalismes », ne l'a été que pour les pays d'Europe et des Amériques : on y trouve 46 pays souverains en 1914, l'Afrique n'en comptant que 2 et l'Asie 5.

Avec la décolonisation et l'effondrement du bloc soviétique, on a atteint aujourd'hui, *grosso modo*, le nombre de 200 pays souverains. Une dizaine d'États autoproclamés ont cependant des problèmes de reconnaissance internationale (Kosovo, Taïwan, Transnistrie, République turque de Chypre du Nord). Officiellement, les Nations unies reconnaissent 197 pays. Les trois quarts des pays actuels ont donc moins d'un siècle.

Il existe plus de 7 000 langues parlées dans le monde. On peut par conséquent penser que le nombre de communautés humaines a, dans un passé plus ou moins lointain, dû se compter également en milliers. Nos 200 pays actuels constituent de grands ensembles très composites, marqués par une grande diversité et agrégeant des populations aux origines, aux cultures et aux histoires très différentes.

C'est cette diversité qui se trouve aujourd'hui remise en question avec la montée des régionalismes et des séparatismes. Le puzzle de pays qui s'étaient organisés, de façon souvent brutale, en grands blocs nationaux dans les deux siècles passés, a tendance aujourd'hui à s'éparpiller à nouveau. Depuis 1990, on a vu apparaître une trentaine de nouveaux pays : République tchèque, Slovaquie, Érythrée, Soudan du Sud, Timor oriental, découpage de la Yougoslavie en sept États indépendants, mor-

1. Paris, Odile Jacob, 1997.

cellement de l'URSS en quinze pays, sans compter les nouveaux États autoproclamés et non reconnus par l'ONU.

Le nouveau califat à cheval sur l'Irak et la Syrie, ainsi que la Novorossia, sur le territoire du Donbass, à l'est de l'Ukraine, ont beaucoup fait parler d'eux. Mais on doit compter aussi la république islamique autoproclamée de Ciscaucasie, le Somaliland, la Transnistrie, la République du Haut-Karabakh, la République moldave du Dniestr, l'Abkhazie, la République d'Ossétie du Sud, la République arabe sahraouie démocratique, la République turque de Chypre du Nord. On pourrait encore ajouter à cette liste toutes les « zones grises » qui échappent aujourd'hui aux contrôles étatiques et qui constituent les bases des groupes armés et des narcotrafiquants : le triangle d'or (Laos-Birmanie-Thaïlande), une bonne partie du Sahel, les zones tribales pakistanaises, le nord du Mexique, qui prend le relais des zones de cartels colombiens, etc.

Un bon nombre de ces éclatements territoriaux a été à l'origine de conflits meurtriers. Pour autant, cela n'empêche pas la formation d'une longue liste d'attente d'autres régions qui, dans le monde entier, veulent aussi accéder à l'autonomie ou à l'indépendance.

Pourquoi la fragmentation ?

On compte aujourd'hui plus de 300 mouvements régionalistes dans le monde. Tous n'ont pas la même intensité, ni la même probabilité de succès, mais ils produiront à coup sûr – c'est déjà le cas – encore plus de troubles et de conflits que de nouvelles nations. La répartition de ces mouvements sur le globe est très inégale : 40 % d'entre eux sont en Europe (pays de l'ex-URSS compris), 25 % en Asie, 17 % en Afrique, 11 % aux Amériques et 7 % en Océanie.

Certains de ces mouvements sont encore jeunes et n'émettent que des signaux faibles. D'autres sont anciens, puis-

sants, soutenus par une fraction significative de la population et, parfois, sont passés à la lutte armée ; d'autres encore voient la lumière au bout du tunnel, avec des perspectives d'autonomie ou d'indépendance acquises par des voies légales, comme en Écosse, dans la Flandre belge ou en Catalogne.

La nouveauté de ces mouvements, particulièrement dans les pays européens, tient à ce que ce sont désormais les régions riches qui revendiquent plus d'autonomie, voire leur indépendance. Dans la mondialisation d'aujourd'hui, les régions riches n'auraient plus besoin des régions pauvres avec lesquelles elles avaient « fait nation » jusqu'à maintenant. La volonté d'indépendance qui s'exprime aujourd'hui a quelque chose de foncièrement égoïste, alors que la décolonisation et l'effondrement du bloc soviétique, au XX^e^ siècle, répondaient à l'appel de la liberté et au sentiment de la dignité humaine.

Il ne s'agit pas (ou plus) du sentiment d'appartenance que décrivait Ernest Renan dans sa célèbre conférence de 1882, « Qu'est-ce qu'une nation ? ». Il s'agit plutôt de simples calculs. Les territoires jouaient le jeu de la solidarité nationale tant qu'ils pensaient en retirer des bénéfices. Mais la mondialisation, le changement de grand cycle industriel, la fin d'une forme de « keynésianisme territorial », le renouveau actuel des inégalités, le repli sur soi généralisé dans un monde difficile à l'environnement compromis et, pour couronner le tout, la grave crise des finances publiques ont fait fondre ces bénéfices.

Surgit ainsi un nouvel égoïsme territorial, non plus murmuré, mais érigé en slogan politique et capable de mobiliser de larges coalitions dans les régions européennes et ailleurs. De nouvelles idéologies, critiques de la mondialisation, prônant les « circuits courts », le retour vers une démocratie de proximité et portant au pinacle le beau concept de « bien commun », permettent d'habiller de façon flatteuse ce qui n'est qu'une prosaïque « idéologie de la calculette ». Pour le dire plus brutalement, on ne veut plus payer pour les autres.

L'une des premières conséquences de la fragmentation des pays industriels est de mettre en cause le *modèle de cohésion territoriale* qui s'y est développé ces dernières décennies. Ce modèle, aussi puissant qu'homogène, et pourtant peu mis en valeur et étudié, concrétise l'idée que ce qui définit d'abord la nation est le fait qu'elle établisse un périmètre de solidarité entre ses citoyens et entre ses territoires. Plus large est ce périmètre de solidarité, plus forte est l'assurance mutuelle interterritoriale, qui permet la plus grande mobilisation de toutes les ressources de la nation, pour le plus grand bien de tous.

Hier encore, les analystes s'accordaient à penser que les grandes nations auraient des avantages économiques sur les petites qui, elles, n'auraient que des avantages politiques et en termes de cohésion sociale. Et ils le vérifiaient. Avec la mondialisation, les avantages politiques et économiques seraient désormais passés du côté des petites nations. Faut-il, dès lors, accepter ce fait et traiter avec complaisance tous les mouvements qui, via l'autonomie, la fédéralisation ou le référendum d'indépendance, poussent aujourd'hui à la fragmentation des nations ?

Ce serait ne pas voir que l'efficacité économique attribuée aux petites nations est discutable à maints égards. Une Écosse ou une Catalogne indépendantes « marcheraient » peut-être mieux sur le plan économique, mais moins parce qu'elles seraient plus efficaces que parce qu'elles se seraient affranchies du fardeau de la solidarité avec l'Irlande du Nord ou l'Andalousie. La sécession des régions mieux dotées d'avantages comparatifs ou de ressources ne les rend pas plus « efficaces », mais leur permet simplement d'en bénéficier sans partage.

Pourtant, la population d'un grand pays aux régions inégales mais solidaires se développe globalement mieux que si elle était répartie entre plusieurs pays non solidaires et de niveaux différents de développement. Ce qui est bon pour les petits pays ne l'est pas, globalement, pour le monde. De surcroît, leur prolifération multiplierait les problèmes de comportements « non

coopératifs » (paradis ou dumping fiscaux), de « passagers clandestins » (en matière de défense, notamment), de vulnérabilité des pouvoirs publics vis-à-vis de grands intérêts marchands légaux ou illégaux. Elle rendrait plus difficile les accords internationaux sur toutes les questions urgentes qui préoccupent le monde d'aujourd'hui, dans le domaine de l'environnement, de la gestion des ressources de l'humanité ou de la sécurité collective.

Alors que le modèle occidental de cohésion territoriale tend à se diffuser dans le reste du monde, notamment en Chine, la légitimité que nous accordons aux idées régionalistes prônant la fragmentation relative ou absolue des nations fait le travail inverse. Contrairement à ce que l'on entend, le prétendu « déclin » occidental n'empêche pas que notre influence intellectuelle, culturelle et technique soit aujourd'hui plus forte que jamais. Une fragmentation nationale peut « se gérer » ici sans trop de dégâts humains, mais rien n'est moins sûr dans beaucoup de pays du monde qui voudraient suivre l'exemple de l'Europe. Et encore, la guerre en ex-Yougoslavie, à deux heures d'avion de Paris, a montré dans les années 1990 que la vieille Europe n'est pas immunisée contre la guerre.

C'est du côté de l'organisation territoriale que résident les éléments d'aggravation ou d'apaisement du malaise actuel entre la nation et ses territoires. Ce sont ces principes et ces doctrines qui peuvent, ici et ailleurs, constituer l'antidote du poison de la fragmentation. Malheureusement, que l'on se tourne vers la philosophie politique ou vers la théorie économique, on ne trouve aucune doctrine articulée sur laquelle fonder un modèle d'édifice à plusieurs niveaux de gouvernements démocratiques et permettant de piloter des territoires profondément interconnectés sur les plans démographique et économique[1].

1. Laurent Davezies et Philippe Estèbe, « Mythes et légendes du développement territorial. L'autonomie politique dans l'interdépendance économique ? », *Pouvoirs locaux*, n° 72, mars 2007.